



MINISTÈRE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DE LA COHESION SOCIALE  
MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS, DE LA SANTÉ ET DE LA FAMILLE

-----

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES AFFAIRES SANITAIRES ET  
SOCIALES  
DE LA VIENNE

Mise à jour : mai 2005

-----  
SANTÉ-ENVIRONNEMENT  
-----

## PROTECTION DES CAPTAGES

DESTINÉS À LA PRODUCTION D'EAU POTABLE

----

<u>Commune(s) :</u>	<b>Montamisé</b>
<u>Captage(s) :</u>	<i>Champ captant au supra toarcien (dogger) de : «Sarzec»</i>
<u>Maître d'ouvrage :</u>	<b>COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE POITIERS</b>

### SITUATION ADMINISTRATIVE DU CAPTAGE

-----

Avis de l'Hydrogéologue agréé : Janvier 1990

Arrêté de DUP : **19/05/1993**

Inscription aux Hypothèques : 13/07/1993

-----

Pièces jointes à ce document :

- Cartographie des périmètres de protection
- Arrêté préfectoral de DUP

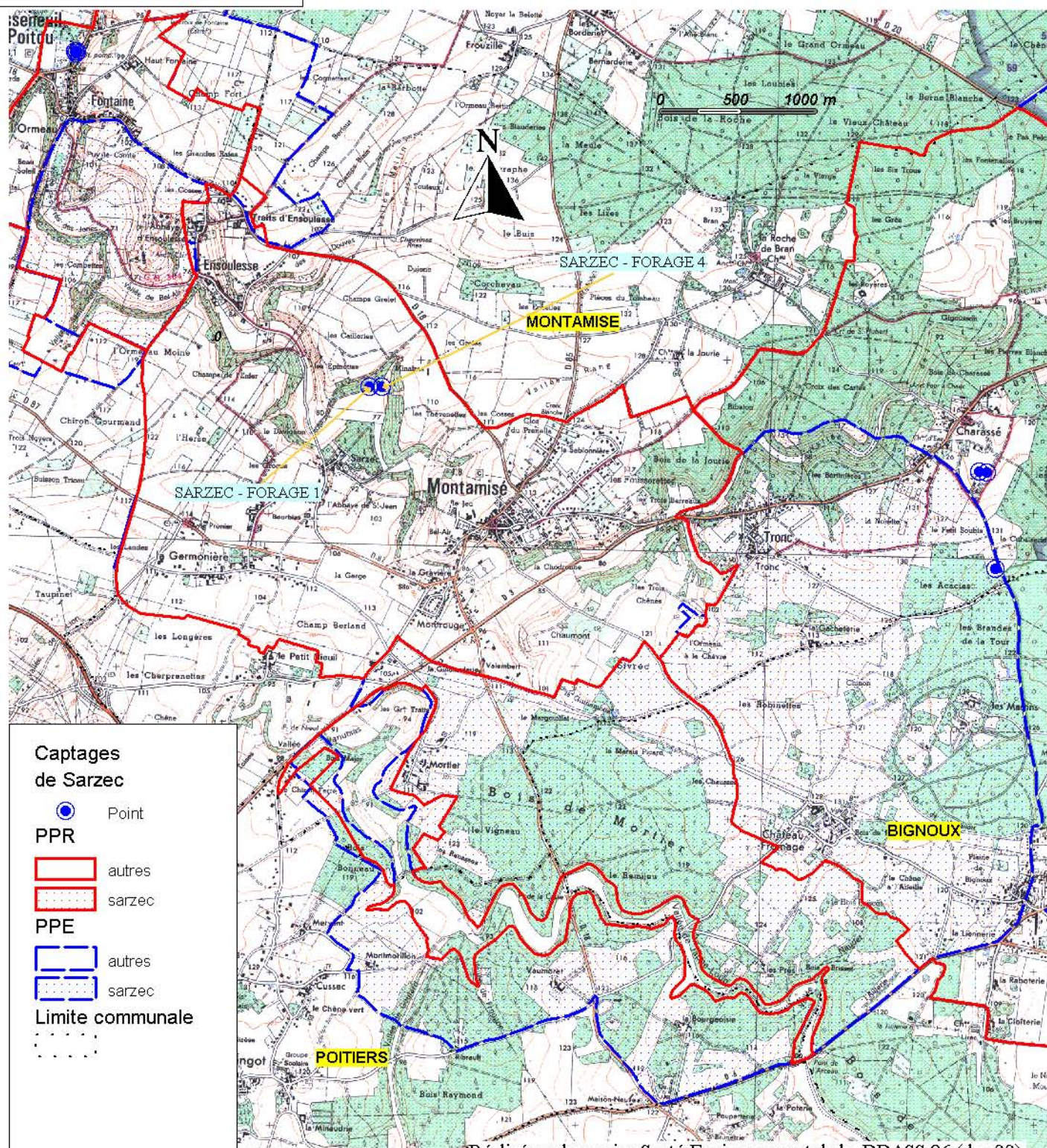




# Commune de Montamisé périmètres de protection des captages de Sarzec

Maîtres d'ouvrage : COMMUNAUTE D'AGGLOM. DE POITIERS

Gestionnaires : COMMUNAUTE D'AGGLOM. DE POITIERS



Réalisé par le service Santé-Environnement de la DDASS 86 (dec 99)



# PREFECTURE DE LA VIENNE

POITIERS, le

DIRECTION DES AFFAIRES DÉCENTRALISÉES  
DE L'URBANISME ET DU CADRE DE VIE

BUREAU DE L'URBANISME ET DU CADRE DE VIE

DOSSIER SUIVI PAR :

Mme Catherine HUMEAU

TEL. 49.55.71.21.

ARRETE N° 93- D2/B3 -149

en date du 19 MAI 1993

portant déclaration d'utilité publique de travaux projetés par le District de POITIERS en vue de l'exploitation des ressources en eau du captage de Sarzec commune de MONTAMISE (dérivation des eaux souterraines, protection du captage, distribution des eaux).

## LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE LA VIENNE,

VU la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982, modifiée et complétée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 50-722 du 24 Juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux Préfets, Sous-Préfets et Secrétaires Généraux de Préfecture, notamment son article 2 ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU l'article 113 du code rural sur la dérivation des eaux non domaniales, d'une source ou d'eau souterraine ;

VU le Code de la Santé Publique notamment les articles L 20 et L 20-1 ;

VU la loi n° 1245 du 16 Décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU la loi n° 92-3 du 3 Janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret modifié n° 67-1094 du 15 Décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi du 16 Décembre 1964 ;

VU le décret n° 89-3 du 3 Janvier 1989 modifié, relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles notamment son article 16, et l'arrêté du 10 Juillet 1989 relatif à la définition des procédures ;

VU le décret n° 93-742 du 29 Mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévue par l'article 10 de la loi 92-3 du 3 Janvier 1992 sur l'eau ;

VU les délibérations du District de Poitiers en date du 21 Décembre 1990 et 21 Septembre 1992 demandant l'autorisation de dériver des eaux souterraines au lieu-dit SARZEC à MONTAMISE, portant engagement d'indemniser les usagers des eaux lésés par la dérivation, et demandant l'instauration de périmètres de protection de ce captage ;

REPUBLIQUE FRANÇAISE

*Liberté Égalité Fraternité*

B.P. 589 - 86021 POITIERS CEDEX  
TÉLÉPHONE 49.55.70.00 - MINITEL 3614 LAPREF - TÉLEX 790 360 F  
BUREAUX OUVERTS DE 9 HEURES À 17 HEURES

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 28 Février 1990 ;

VU l'avis du Conseil Supérieur d'Hygiène en date du 22 Mai 1990 ;

VU l'avis du Directeur Départemental des Actions Sanitaires et Sociales,

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU le dossier et les résultats de l'enquête qui a eu lieu du 11 Janvier au 12 Février 1993 inclus dans les communes de MONTAMISE, BIGNOUX, POITIERS, en application de l'arrêté préfectoral du 25 Novembre 1992

VU l'avis du Commissaire-enquêteur en date du 9 Mars 1993,

## A R R E T E

---

ARTICLE 1er.- Sont déclarés d'utilité publique conformément au plan annexé les travaux à entreprendre par le District de Poitiers, nommé ci-dessous "Le District" consistant en :

- le captage d'eau souterraine au lieu-dit "Sarzec" commune de MONTAMISE,
- la création de périmètres de protection de ce captage et institution des servitudes afférentes,
- la distribution de ces eaux destinées à la consommation humaine.

### SECTION I - DERIVATION DES EAUX

ARTICLE 2 - Le District est autorisé à dériver une partie des eaux souterraines recueillies par le champ captant de Sarzec exécuté sur le territoire de la commune de MONTAMISE.

ARTICLE 3.- Le volume à prélever par pompage par le District ne pourra excéder 50 m<sup>3</sup>/heure soit 12 000 m<sup>3</sup> par jour.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par ces travaux, le Syndicat devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde des intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le PREFET sur le rapport du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

ARTICLE 4.- Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par le District à l'agrément du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

ARTICLE 5.- Conformément à l'engagement pris par le Bureau du District dans sa séance du 21 Septembre 1992, le District devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

## SECTION II - PERIMETRE DE PROTECTION

ARTICLE 6.- Il est établi autour de l'ouvrage de captage trois périmètres de protection dans les limites indiquées par le géologue et figurant sur les cartes jointes au dossier de déclaration d'utilité publique des travaux.

Les chemins ruraux non cadastrés sont assujettis aux servitudes se rattachant aux périmètres dans lesquels ils se trouvent.

### PRESCRIPTIONS IMPOSEES A L'INTERIEUR DES PERIMETRES DE PROTECTION

#### 6.1 - Périmètre de protection immédiate

Ce périmètre est constitué par la partie septentrionale de la parcelle AH 186 (12 398m<sup>2</sup>) commune de MONTAMISE. Les terrains seront acquis en toute propriété par le District qui les fera clore et entretenir en parfait état de propreté. L'utilisation ou l'entrepôt d'engrais, désherbants, hydrocarbures, goudrons ou autres produits chimiques ou organiques seront formellement interdits. Seules les installations nécessaires au captage, au traitement et au service des eaux sont autorisées.

#### 6.2 - Périmètre de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée est tel qu'annexé au présent arrêté.

Il est distingué quatre zones à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée en fonction du substratum géologique - présence ou absence de formations superficielles - et de la proximité des captages.

La zone 1 est celle qui entoure le périmètre immédiat. C'est une zone sensible qui doit recevoir le maximum de protection.

La zone 2 est celle des affleurements calcaires non protégés. C'est de très loin la plus développée dans le périmètre rapproché.

La zone 3 est celle qui bénéficie d'une protection de surface, très variable ponctuellement.

La zone 4 correspond à la partie inférieure du système de vallées sèches de Jappe-Loup entre les routes D6 et D3 . Elle est disjointe du reste du périmètre rapproché.

##### 6.2.1 - ZONE 1 du périmètre de protection rapprochée.

La zone 1 comprend les parcelles boisées AH 137,138,184,185 et 144 à 152 et les parcelles cultivées 136, 187, 188 (94 172m<sup>2</sup>)- commune de MONTAMISE).

A l'intérieur de ce périmètre sont interdits :

- le déboisement (à l'exclusion de l'exploitation du bois)
- le séjour des animaux sous toutes ses formes : stabulation libre, pacage, abreuvoirs et abris, ainsi que le stockage de matières fermentescibles pour l'alimentation du bétail, du fumier, des engrais et autres produits auxiliaires de l'agriculture.
- l'épandage des produits phytosanitaires - molécules organiques toxiques - et du lisier.

De plus l'ensemble des prescriptions applicables aux zones 2 et 3 le sont également pour la zone 1.

## 6.2.2 - ZONES 2 et 3 du périmètre de protection rapprochée.

### A - Parcellaire

Les zones 2 et 3 représentent une superficie de 787 ha 30a 35 ca incluant les parcelles ci-dessous (commune de MONTAMISE).

#### Section AA

98 - 105 - 107 - 108 - de 111 à 123 - de 126 à 130 - de 133 à 153 - 155 - de 159 à 161 - de 165 à 173 - 291 - 292 - de 294 à 297 - de 299 à 306 - de 310 à 325 - 334 - de 345 à 348 - 354 - 357 - 358 - 360 - 363.

#### Section AB

de 1 à -3 - de 5 à 7 - de 202 à 205 - 238 - 239.

#### Section AE

de 1 à 9 - 11 - 13 - 14 - de 17 à 27 - de 48 à 128 - de 130 à 169

#### Section AH

de 91 à 135 - 141 - 142 - 143 - de 154 à 183 - 189

#### Section AI - AK - AL - AM - AN - AO - AV - AW

Chacune en totalité

#### Section AT

de 71 à 78 - de 81 à 180 - de 182 à 246

#### Section AX

1 - 2 - de 4 à 7 - de 9 à 34 - de 38 à 47 - de 49 à 59 - de 61 à 63 - 65 - de 71 à 98 - de 100 à 105 - de 111 à 126.

#### Section AY

de 1 à 9 - de 11 à 22 - de 35 à 41.

#### Section AZ

de 1 à 69 - 71 - 72 - de 79 à 90.

#### Section BC

de 76 à 126 - 128 - 129 - de 254 à 260 - 263 - 264.

#### Section BD

de 23 à 37 - de 43 à 48 - de 58 à 67 - de 69 à 71 - de 74 à 95 - de 97 à 104 - 254 - 327 - 328 - de 335 à 344 - 346 - de 349 à 351 - de 382 à 393.

#### Sections BE - BI

Chacune en totalité

#### Section BH

de 97 à 113.

#### Section BK

de 51 à 68 - de 70 à 75 - de 78 à 141.

#### Section D

100 - 101 - 265 - 399.

#### Section E

de 97 à 110.

### B - Servitudes

#### 1 - Habitat et urbanisation

Tout projet d'assainissement collectif ou individuel sera soumis à autorisation préfectorale après avis de la D.D.A.S.S.

## 2 - Activités agricoles

### a - Epandages

L'utilisation des engrais organiques et chimiques, l'épandage du lisier, les traitements agricoles (pesticides, herbicides) font l'objet de recommandations de la profession en ce qui concerne les dosages. Ces recommandations qui valent tant pour l'économie des exploitations agricoles que pour la qualité des eaux devraient être respectées.

### b - Installations agricoles

L'établissement d'étables permanentes et de stabulations libres, d'abreuvoirs et d'abris, de fosses à lisier, le stockage de matières fermentescibles, d'engrais, de fertilisants et tous produits auxiliaires de l'agriculture, sera soumis à autorisation préfectorale après avis géologique. La décision devra prendre en compte la nature géologique du proche sous-sol - et la distance aux captages - relativement à leur influence. Elle sera modulée selon le type de projet et les éléments techniques pouvant être mis en oeuvre, comme la disposition d'une couche de sable fin sous les litières, l'étanchéité des installations.

### c - Pacage

Le pacage n'est totalement interdit que dans la zone I du périmètre de protection rapprochée. Ailleurs, le pacage léger est admis. Le pacage permanent et intensif sera soumis à autorisation préfectorale après avis géologique.

## 3 - Produits industriels et domestiques

### a. Transport et stockage de produits à l'échelon industriel

Sont interdits :

- l'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides et de tous produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte la qualité des eaux ;
- l'implantation d'ouvrages de transport d'eaux usées d'origine industrielle ;
- les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques toxiques, d'eaux usées industrielles.

### b - Stockage à l'échelon domestique ou artisanal

Pourront être admis, après autorisation préfectorale et avis géologique, le stockage d'hydrocarbures et de certains produits à l'échelon domestique ou artisanal pour des quantités modestes, en cuve de rétention de préférence aérienne, ou à défaut faiblement enterrée et à double paroi.

### c - Transport des eaux usées de l'assainissement collectif

Ces canalisations devront être rigoureusement étanches.

### d - Décharges contrôlées

Elles sont interdites.

#### 4 - Environnement

##### a - Carrières

L'ouverture de carrière aérienne ou souterraine sera interdite.

Les anciennes carrières ou excavations importantes qui seraient remblayées le seront par des matériaux physiquement ou chimiquement inertes.

##### b - Déboisement

Le déboisement avec dessouchage sera interdit y compris pour les superficies de moins de 4 ha dans les trois secteurs boisés reconnus - Sarzec - La Gravière, La Chodronne - Les Trois Barreaux, Bois de la Jourie.

##### c - Etangs, puisards absorbants

Le creusement d'étangs et de puisards absorbants sera interdit.

#### 5 - Divers

##### a - Puits et forages d'irrigation

Les puits et forages à usage d'irrigation seront soumis à autorisation préfectorale après avis géologique, prenant en compte les risques potentiels d'interférence avec les captages. Ils pourront être interdits en cas de risque de dégradation de la qualité de l'eau.

#### 6.2.3 - Zone 4 du périmètre de protection rapprochée

##### A - Parcellaire

La zone 4 représente une superficie de 183a 93 a 55 ca, incluant les parcelles suivantes :

- Commune de BIGNOUX (pour une surface de 36 ha 38 a 21 ca)

##### Section C

75 à 78 - 82 - de 252 à 254 - de 265 à 267 - 269 - 300 - 437 - 438 - 473 - 476 - 478 - 480 - 482 - 483.

- Commune de POITIERS (pour une surface de 88ha 25a 04ca)

##### Section CX

18 - 19 - de 25 à 38 - de 48 à 60 - 65 - 66 - 136 - 138 - 140 - 142 - 145 - 147 - 149 - 151 - 153 - 155 - 157 - 159.

##### Section CY

de 24 à 26 - de 28 à 41 - 51 - 55 - 56 - 57 - 59 - 61.

##### Section CZ

1 - 2 - 33 - 63 - 65 - 67.

- Commune de MONTAMISE (pour une superficie de 59ha 30a 30 ca)

##### Section BA

de 2 à 13 - de 16 à 19 - 62 - 64 - 65.

##### Section BB

de 8 à 11 - de 13 à 17 - 20 - 22 - 23 - 25 - 26 - de 61 à 66 - de 86 à 89 - 93 - 94 - de 96 - 97 - de 99 à 104 - 118 - 142 - 143 - 146 - 147.



## B - Servitude

Une seule servitude concerne le zone 4 du périmètre de protection rapprochée : interdiction d'infiltration volontaire d'eaux de surface et de tous effluents.

Notamment le décapage de la terre végétale augmentant l'infiltration des eaux est interdit.

### 6.2.4 - Déroptions aux interdictions

A titre exceptionnel, des dérogations aux interdictions prévues aux articles précédents pourront être accordées par arrêté préfectoral pris après avis de l'hydrogéologue agréé et du Conseil Départemental d'Hygiène.

L'arrêté devra être dûment motivé et fixer les prescriptions spécifiques nécessaires pour éviter tout risque de pollution.

### 6.3 - Périmètre de protection éloignée

Les autorisations accordées au titre des diverses polices administratives (installations classées, carrières, police des eaux, code de la santé publique, etc..) devront prescrire toutes les mesures nécessaires pour sauvegarder la qualité actuelle et future de l'eau.

Les dossiers de demande d'autorisation concernant l'ouverture de carrières et gravières, l'installation de dépôts d'ordures ménagères, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux, l'implantation de canalisation d'hydrocarbures ou de produits liquides et gazeux devront comprendre l'avis de l'hydrogéologue agréé.

**ARTICLE 7** - Règlementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté.

Les installations, activités et dépôts existant dans les périmètres de protection éloignée ou rapprochée à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations de l'article 6 dans un délai de trois ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

**ARTICLE 8** - Règlementation des activités, installations et dépôts dont la création est postérieure au présent arrêté.

Le propriétaire d'une installation, activité ou dépôt soumise à autorisation préfectorale conformément aux articles 6.2.1, 6.2.2 et 6.2.3 ci-dessus, doit avant tout début de réalisation, faire une demande d'autorisation au Préfet de la Vienne en précisant :

La localisation et les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.

Les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés. L'enquête hydrogéologue, éventuellement prescrite par l'Administration, sera faite par le géologue officiel aux frais du pétitionnaire.

L'Administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'Administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Il est rappelé que les activités visées aux articles 6.2.1, 6.2.2 et 6.2.3 pourront faire l'objet d'une interdiction si le projet ne présente pas toutes garanties pour la protection et la conservation de la qualité de l'eau.

**ARTICLE 9** - Le Président du District est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les terrains nécessaires à la réalisation du projet (périmètre de protection immédiate).

Les expropriations éventuelles devront être accomplies dans un délai de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

#### **ARTICLE 10 - SANCTIONS**

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 6 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret 67.1094 du 15 Décembre 1967 pris pour l'application de la loi modifiée 64.1245 du 16 Décembre 1964, sans préjudice des peines prévues par d'autres polices administratives (installations classées, police des eaux, etc..).

**ARTICLE 11** - Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau sont soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la conservation des hypothèques (délai maximal 2 mois).

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Le Président du District est chargé d'effectuer ces formalités.

#### **SECTION III - DISTRIBUTION DES EAUX**

**ARTICLE 12** - Les eaux captées pourront être distribuées en vue de la consommation humaine sous réserve de répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique et le décret n° 89-3 du 3 Janvier 1989 modifié.

Elles devront notamment faire l'objet du traitement figurant au dossier de demande :

##### **- Désinfection**

Le procédé de traitement, son installation, son fonctionnement et la qualité des eaux distribuées sont placés sous le contrôle de la Direction Départementale des Actions Sanitaires et Sociales. Toute modification du traitement devra faire l'objet d'une déclaration auprès de ce service.

#### SECTION IV - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 13 - Le Secrétaire Général de la Vienne, les Maires de MONTAMISE, BIGNOUX, POITIERS, le Président du DISTRICT de POITIERS, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Départemental de l'Equipement, l'Ingénieur des Mines, l'Inspecteur des Etablissements Classés, le Directeur Départemental de l'Action Sanitaire et Sociale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Vienne.

FAIT A POITIERS, le 19 MAI 1993

Le Secrétaire Général,

A. BARBÉ.



Pour ampliation :  
Le Préfet délégué

Bernard TASCHER

Nom du point d'eau et type :

**PERIMETRES DE PROTECTION**

Règlementation et tableau des prescriptions

1. A l'intérieur du périmètre de protection immédiat  
Sont interdits tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau.
2. A l'intérieur des périmètres de protection rapproché et éloigné  
Sont interdites ou réglementées, conformément au tableau, les activités suivantes :

DEFINITION DES ACTIVITES		Périmètre rapproché								Périmètre éloigné		
		Interdiction				Règlementation spécifique				Règlementation générale (2)	Règlementation spécifique (1)	Règlementation générale (2)
		1	2	3	4	1	2	3	4			
1	le forage de puits	X					X	X				
2	l'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières	X	X	X							X	
3	l'ouverture d'excavations, autres que carrières	X	X	X							X	
4	le remblaiement des excavations ou des carrières existantes					X	X	X			X	
5	l'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux	X	X	X							X	
6	l'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées	X	X	X							X	
7	l'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux	X	X	X							X	
8	les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature	X	X	X								
9	l'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau	X					X	X				
10	l'épandage ou l'infiltration de lisiers et d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle	X					X	X				
11	le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail	X					X	X				
12	le stockage de fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures	X					X	X				
13	l'épandage de fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols	X					X	X				
14	l'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures	X					X	X				
15	l'établissement d'étables ou de stabulations libres	X					X	X				
16	le pacage léger des animaux	X										
17	l'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail	X					X	X				
18	le déboisement	X	X	X								
19	la création d'étangs	X	X	X								
20	le camping (même sauvage) et le stationnement de caravanes	X					X	X				
21	la construction ou la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation	X					X	X				

(1) Réglementation spécifique à la protection du point d'eau

(2) Réglementation générale existante ou future (POS, RSD, ...)

La zone 4 appartient à la fois aux périmètres rapproché et éloigné de protection. Son régime général est celui du périmètre éloigné. Une servitude particulière est opposée à l'infiltration directe dans les calcaires d'eaux de surface ou d'effluents

COMMUNAL

*[Signature]*